



*The Canadian Journal
of Development Studies (CJDS)*

*Revue canadienne
d'études du développement*

Appel à contributions pour un dossier spécial - 2022

***Dilemmes agricoles et alimentaires
en temps de crise***

Rédacteurs invités

Pierre Janin (géographe, chercheur senior à l'IRD, Unité mixte de recherche *Développement et sociétés*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Institut de recherche pour le développement)

Delphine Acloque (géographe, chercheur associé au CEDEJ, Le Caire)

Saker El Nour (sociologue, chercheur associé à l'Unité mixte de recherche *Développement et sociétés*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Institut de recherche pour le développement)

Cet appel à contributions aborde la question de la « prise de décision » en matière agricole et alimentaire sous l'angle du « dilemme ». Objet à multiples facettes (technique, politique et éthique), il est peu abordé frontalement et apparaît souvent sous des termes différents (alternatives, arbitrages, choix, *disputes* etc.) (Bebbington et Bebbington, 2001). Les crises y sont particulièrement sujettes, du fait des urgences à agir (Burniaux, 1987), du renforcement des inquiétudes, mais aussi des attentes sociétales structurelles.

Penser les/aux dilemmes

La question de la « prise de décision », en situation d'incertitude ou d'information imparfaite, a été abondamment traitée dans le Sud global, sous l'angle des instabilités et des vulnérabilités multiples et récurrentes, notamment par les économistes du développement (Van Zyl et Coetzee, 1990), agricoles ou de l'environnement (Janssen *et al.*, 2012). Les perspectives sociologiques qui mettent l'accent sur une analyse critique de la rationalité, de la stratégie et de l'intérêt des acteurs peuvent contribuer à expliquer la complexité de la prise de décision (Laflamme, 2012). La notion de « *wicked problem* » (Rittel et Weber, 1973), mise en avant dans les sciences politiques et les sciences de la gestion, fournit un cadre théorique robuste et intéressant à mobiliser : les solutions à apporter sont intimement liées à la manière même dont le problème est posé.

Dans les domaines agricoles et alimentaires, certains « problèmes » – la fixation d'un prix, l'application d'une norme ou la délimitation d'un quota – donnent lieu à des controverses. Ces dernières peuvent être résolues par des avancées techniques emportant la décision, par des arbitrages politiques plutôt discrétionnaires ou, plus lentement, à l'issue de débats citoyens. Cette notion de « *wicked problem* » a été peu mobilisée dans le domaine des études de développement, à l'exception des politiques de prix (Amid, 2007 ; Bajracharya, 1983)

ou des inégalités Nord-Sud (Courade et Delpuech, 2002). Les « problèmes » y sont davantage posés en termes de défis à relever, par des actions « performatives », via un ensemble d'innovations à promouvoir et à diffuser, quand bien même ces options techniques présentent leur lot d'aménités environnementales, de contre-effets économiques et sociaux (Finco et Doppler, 2010) ou encore de dilemmes actionnalistes (*to be, to do, to relate*) (Fowler, 1995).

De fait, la nature complexe des défis agricoles et alimentaires, au carrefour de la « triade économie-nature-technologie » (Espinosa-Cristia *et al.*, 2019), est de plus en plus prise en compte. De nombreux documents illustrent la pluralité des options techniques et la divergence des scénarii prospectifs pour produire et nourrir la planète à l'horizon 2030 ou 2050 (van Dijk *et al.*, 2020). D'autres publications, plus explicitement politiques, insistent sur la nature antagoniste des modèles et des régulations au sein des systèmes agricoles et alimentaires (Lang et Barling, 2012 ; Grochowska, 2014 ; Maye et Kirwan, 2013).

Le « dilemme stratégique » s'inscrit dans cette lignée, tout en possédant une dimension supplémentaire. En mai 2008, la *Harvard Business Review* rappelait qu'élaborer une « stratégie » constitue en soi un « *wicked problem* ». Elle implique, en effet, que l'ensemble des paramètres soient connus, pondérés et maîtrisés avant toute décision. Ce qui est souvent loin d'être le cas pour les questions agricoles et alimentaires, malgré les nombreux cadres stratégiques et programmatiques internationaux et nationaux dans la plupart des pays du Sud. La gouvernance révèle des écarts (entre intentions et réalité), des distorsions (entre modèles), des frictions et des luttes (entre acteurs).

Les dilemmes constituent des objets politiques protéiformes : un nexus aléa-risque-décision; des situations peu stabilisées ; des voies et des options multiples ; une pluralité d'acteurs aux visions, objectifs et intérêts différenciés ; enfin, bien souvent, des interactions imprévisibles entre ces nombreux éléments. À l'heure de la globalisation, les notions de trajectoires incertaines, de bifurcations et d'effets de seuil viennent compléter ce tableau (Bessin, Bidart et Grossetti, 2010).

Dans le champ agricole et alimentaire, les crises – avec leurs contraintes et leurs exigences particulières – fournissent des exemples emblématiques de dilemmes. En situation de pénurie, de pauvreté ou de conflit, les arbitrages sont souvent déchirants (Bickersteth, 1990 ; Schloms, 2005). En 2007-2008, les gouvernements ont en effet fait face à plusieurs choix cruciaux pour tenter de réguler les marchés (Lustig, 2012). Cette situation s'est reproduite avec la crise récente des chaînes d'approvisionnement liée à la COVID-19, venue réactiver ou renforcer les dilemmes. D'autres exemples ne manqueront pas d'advenir, en raison de la nécessaire adaptation et transformation des systèmes agricoles et alimentaires face au changement climatique (Grin, Rotmans et Schot, 2010 ; Terragni *et al.*, 2009).

Pluralité de dilemmes alimentaires et agricoles dans le Sud global

Les modèles et leurs trajectoires

Les dilemmes peuvent être analysés à travers les paradigmes et les orientations globales des systèmes alimentaires. Certains modèles sont (encore) favorables à des systèmes socio-techniques, productivistes et intensifs (Boehlje & Bröring, 2011), tandis que d'autres promeuvent résolument des agricultures engagées dans les transitions (agroécologie, agroforesterie) (Tonneau *et al.*, 2005). L'adoption et la diffusion d'innovations techniques (plantes génétiquement modifiées, agrocarburants, etc.) ou organisationnelles constituent des moments clés ou décisifs (Pingali *et al.*, 2008). Certains modèles sont agencés autour du paradigme de la sécurité alimentaire, quand d'autres s'orientent désormais vers la souveraineté agricole et alimentaire. Certains souscrivent à des actions de régulation publique voire citoyenne, d'autres beaucoup

moins. Certains valorisent la connexion au marché (*food trade network*), tandis que d'autres mettent en avant une logique de proximité (*foodshed*) (Verstegen, 2020) ou des objectifs (très politiques) d'autosuffisance alimentaire (Janin, 2021).

Les dilemmes peuvent aussi émerger du fait des contradictions entre impératifs de rentabilité, de durabilité et d'équité (Wertheim-Heck *et al.*, 2019) ; entre spécialisation et diversification de l'agriculture ; ou encore en raison des tensions entre « biens communs » et « ressources privatives » (Vivero Pol, 2013). La relation entre conservation environnementale et développement agricole peut également engendrer des tensions. À l'heure des risques récurrents et systématiques, est-il préférable de sécuriser le mangeur ou de le satisfaire ? Du fait des échanges globalisés, qui « a la main » (Lang, 1999) ?

Enfin, certains régimes de gouvernance alimentaire sont plus favorables à l'accomplissement des objectifs standardisés du développement durable (Veldhuizen *et al.*, 2020), alors que d'autres pensent qu'ils doivent être anthropo-localisés.

Les options politiques et leurs effets

Les dilemmes peuvent également être abordés sous l'angle des « options », c'est-à-dire l'ensemble des instruments et outils mis au service de l'action publique ou réappropriés par d'autres groupes d'acteurs. Ces options diffèrent selon les objectifs – injonctifs et prescriptifs, parfois contradictoires (Mooij, 1999) – ; elles varient également en fonction des normes ou des réglementations techniques et juridiques. Ces options exercent en retour un ensemble d'effets – à court ou à long terme, attendus ou non – sur les sociétés et les territoires, ce qui peut alors créer d'autres dilemmes. Ces derniers sont rarement abordés de manière démocratique, mais plutôt de manière discrétionnaire par les institutions concernées, au risque de voir leur légitimité discutée et contestée.

Chaque « option » en matière agricole et alimentaire présente son lot de questions et de doutes (Janin, 2018) : est-il préférable d'importer à moindre coût ou favoriser la production nationale (Mendez et Frias, 2018) ? Reconstituer les réserves alimentaires nationales ou chercher à sécuriser les flux d'approvisionnement (Haug et Hella, 2013) ? Favoriser l'émergence d'entrepreneurs ou soutenir les petits producteurs ? Être efficace ou faire preuve de redevabilité envers les populations ciblées (Fowler, 1995) ? Satisfaire les demandes des consommateurs ou améliorer la situation économique des producteurs ? Fournir de l'aide ou créer les conditions d'une réelle autonomisation (Poppendieck, 1994) ? Plusieurs « chemins » – techniques, redistributifs, localistes ou régulationnistes (Fraser *et al.*, 2016) – semblent ainsi se dessiner pour sortir des crises agricoles et alimentaires mondiales.

Objectifs du dossier et contributions attendues

En s'appuyant sur des études empiriques issues de différents contextes géographiques (région MENA, Afrique subsaharienne, Amérique latine, Asie du Sud-Est, Inde, Océanie), ce dossier montrera que la notion de dilemme apporte une approche renouvelée et transdisciplinaire des défis agricoles et alimentaires dans le Sud global.

Plus précisément, il abordera la diversité des dilemmes stratégiques. Ces derniers concerneront un large éventail d'acteurs en position de responsabilité dans le secteur agricole et alimentaire : institutions publiques, privées ou communautaires en charge de projets, de programmes ou de politiques ; mais aussi individus amenés à prendre des décisions.

Ce seront notamment des institutions publiques en charge du développement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (de l'international au local) : agences des Nations-Unies, banques, ministères techniques, entreprises et organismes publics ou parapublics.

Seront également concernés les projets ou programmes établis dans le cadre de consortium d'ONG humanitaires et de développement.

Pourront également être retenues les situations rencontrées par les corps sociaux intermédiaires (groupements paysans, syndicats, coopératives, associations, etc). De même, les propositions pourront concerner des fondations, des entreprises et des activités indépendantes (artisans, commerçants, etc.), dès lors que la notion de dilemme y est mise en exergue et analysée.

Toutefois, les articles portant sur des dilemmes relevant de la sphère domestique, tout comme ceux rencontrés par les mangeurs/consommateurs, seront considérés à la marge.

Chaque proposition devra répondre à certaines caractéristiques communes :

- fonder conceptuellement et contextuellement le dilemme retenu pour l'étude ;
- chercher à mettre en évidence les origines du dilemme et les facteurs qui ont conduit à sa construction (et sa reproduction éventuelle) ;
- analyser la trajectoire du dilemme et débattre de ses effets multiformes ;
- prendre en compte les discours et le positionnement des acteurs : le dilemme est-il évacué et nié, abordé frontalement ou contourné, en voie de réduction ou de dépassement ? Fait-il l'objet de revendications ou non ?

Les articles peuvent être rédigés en français ou en anglais.

Modalités de soumission

- Lancement de l'appel à articles : 30 novembre 2020
- Date limite pour la soumission des résumés* : 10 mars 2021
- Réponse aux auteurs : 29 mars 2021
- Date limite pour la soumission des articles complets : 30 juin 2021
- Révision interne : juillet - octobre 2021
- Processus de soumission en ligne (site web [Scholar One Manuscripts](#)) : 15 novembre 2021
- Processus d'examen par les pairs : janvier - avril 2022
- Publication : 2022

*Résumé : 500 – 700 mots (feuille de style des résumés ci-joint)

Articles : longueur comprise entre 7.000 et 9.000 mots (y compris le résumé de 100 mots, les références, les notes, les tableaux et les annexes). Les critiques d'ouvrages ne doivent pas dépasser 1.000 mots ; les critiques d'essais ne doivent pas dépasser 3.000 mots.

Les propositions doivent être adressées à :

Pierre Janin (pierre.janin@ird.fr), Delphine Acloque (delphine.acloque@gmail.com), et Saker El Nour (sakerabdol@gmail.com)

Feuille de style de l'article : [ICI](#)

Références bibliographiques

- Amid J., 2007. « The dilemma of cheap food and self-sufficiency: The case of wheat in Iran », *Food Policy*, vol. 32, p. 537-552.
- Bajracharya D., 1983. « Fuel, food or forest? Dilemmas in a Nepali village », *World Development*, vol. 11, n° 12, p. 1057-1074.
- Bebbington A. J. and Bebbington D. H., 2001. « Development alternatives: practice, dilemmas and theory », *Area*, vol. 33, n° 1, p. 7-17.
- Bessin M., Bidart C. et Grossetti M. (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, Paris, 2010, 397 p.
- Bickersteth J. S., 1990. « Donor dilemmas in food aid: the case of wheat in Sudan », *Food Policy*, vol. 15, n° 3, p. 218-226.
- Boehlje M. and Bröring S., 2011. « The Increasing multifunctionality of agricultural raw materials: Three dilemmas for innovation and adoption », *International Food and Agribusiness Management Review*, Vol. 14, n° 2.
- Burniaux J.-M. 1987. *Le radeau de la Méduse: analyse des dilemmes alimentaires*, Economica, col. Economie agricole & agro-alimentaire, 212 p.
- Courade G. et Delpeuch F., 2002. « Cordon sanitaire pour le Nord et insécurité nutritionnelle pour le Sud. Le dilemme alimentaire aujourd'hui », *Economie et sociétés*, série F, n° 40, p. 619-633.
- Espinosa-Cristia J., Feregrino J., Isla P., 2019. « Emerging, and old, dilemmas for food security in Latin America », *Journal of Public Affairs*, 19:e1999.
- Finco M. V. A., Doppler W., 2010. « Bioenergy and sustainable development: The dilemma of food security and climate change in the Brazilian savannah », *Energy for Sustainable Development*, 14, p. 194–199.
- Fowler A. 1995. « Assessing NGO performance. Difficulties, dilemmas and a way ahead », p. 143-155, in: Michael Edwards, David Hulme eds., 1995. *Non-Governmental Organisations - Performance and Accountability. Beyond the Magic Bullet*, Routledge, 272 p.
- Fraser E., Legwegoh A., Krishna KC, CoDyre M., Dias G., Hazen S., Johnson R., Martin R., Ohberg L., Sethuratnam S., Sneyd L., Smithers J. Van Acker R., Vansteenkiste J., Wittman H., Yada R., 2016. « Biotechnology or organic? Extensive or intensive? Global or local? A critical review of potential pathways to resolve the global food crisis », *Trends in Food Science & Technology*, vol. 48, p. 78-87.
- Grin J., Rotmans J. and Schot J. (In collaboration with Frank Geels and Derk Loorbach), 2010. *Transitions to sustainable development. New directions in the study of long term transformative change*, Routledge, 418 p.
- Grochowska R., 2014. « Specificity of food security concept as a wicked problem », *Journal of Agricultural Science and Technology B* 4, p. 823-831.
- Haug R. and Hella J., 2013. « The art of balancing food security: securing availability and affordability of food in Tanzania », *Food security*, vol. 5, n° 3, p. 415-426.
- Janin P., 2018. « Les politiques alimentaires en Afrique de l'Ouest : réponse au risque ou facteur d'insécurité ? », p. 165-188, in : Grégoire E., Kobiané J.-F. et Lange M.-F. (éd.), 2018. *L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris.
- Janin P., 2021. « Une autonomisation alimentaire de l'Afrique est-elle possible? », 10 p. in: Sébastien Abis et Mathieu Brun (ed.), *Le Déméter 2021*, IRIS Editions (forthcoming).
- Janssen M. A., Bousquet F., Cardenas J.-C., Castillo D., Worrapiumphong K., 2012. « Field experiments on irrigation dilemmas », *Agricultural Systems*, vol. 109, p. 65-75.
- Laflamme, S. (2012). « Les acteurs sociaux et la modélisation phénoménologique ». *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 49(2), 138-150.
- Lang T., and Barling D., 2012. « Food Security and Food Sustainability: Reformulating the Debate », *Geographical Journal*, vol. 178, n° 4, p. 313-26.
- Lustig N., 2012. « Coping with rising food prices: policy dilemmas in the developing world », p. 111-135, in: Munier B. R., (ed.), 2012. *Global uncertainty and the volatility of agricultural commodities prices*, IOS Press, 256 p.
- Maye D., and Kirwan J. 2013. « Food Security: A Fractured Consensus », *Journal of Rural Studies*, vol. 29, p. 1-6.
- Mendez G. R., Frias G. A. M., 2018. « Agricultural policies in Colombia : The dilemma between food security and commodity-export agriculture (Case study of Tolima, Colombia), Paper prepared for presentation at the "2018 World Bank Conference on Land and Poverty", The World Bank - Washington DC, March 19-23, 2018.
- Mooij J., 1999. « Dilemmas in food policy: About institutional contradictions and vested interests », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n°52, <https://www.jstor.org/stable/4408767>.
- Pingali P., Raney T. and Wiebe K. 2008. « Biofuels and food Security: Missing the point », *Review of Agricultural Economics*, vol. 30, n° 3, p. 506 - 516.

- Poppendieck J., 1994. « Dilemmas of emergency food: A guide for the perplexed », *Agriculture and Human Values*, vol. 11, n° 4, p. 69–76.
- Rittel H. W. H. and Webber M. M., 1973. « Dilemmas in a general theory of planning », *Policy Science*, vol. 4, p. 155-169.
- Schloms M., 2005. « Le dilemme inévitable de l'action humanitaire », dossier *L'action humanitaire : normes et pratiques, Cultures & Conflits* [En ligne], n° 60.
- Terragni L., Boström M., Halkier B. et Mäkelä J., 2009. « Can consumers save the world? Everyday food consumption and dilemmas of sustainability », *Anthropology of food*, S5.
- Tonneau J.-P., De Aquino J. R., Teixeira O. A., 2005. « Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion: le dilemme des politiques agricoles », *Cahiers Agricultures*, vol. 14, n° 1, p. 30-34.
- van Dijk M., Gramberger M., Laborde D., Mandryk M., Shutes L., Stehfest E., Valin H., Faradsch K., 2020. « Stakeholder-designed scenarios for global food security assessments », *Global food security*, vol. 24, 10 p.
- Van Zyl J. and Coetzee G. K., 1990. « Food security and structural adjustment: Empirical evidence on the food price dilemma in Southern Africa », *Development Southern Africa*, vol. 7, n° 1, p. 105-116.
- Veldhuizen L. J. L., Giller K. E., Oosterveer P., Brouwer I. D., Janssen S., van Zanten H. HE., Slingerland M. A., 2020. "The Missing Middle: Connected action on agriculture and nutrition across global, national and local levels to achieve Sustainable Development Goal 2, *Global Food Security*, vol. 24, 6 p.
- Verstegen J. A. 2020. « The local versus global food debate », *Nature Food*, vol. 1, 198–199.
- Vivero Pol J. L., 2013. « Food as a commons: Reframing the narrative of the food system », 32 p.
- Wertheim-Heck S., Raneri J. E. and Oosterveer P., 2019. « Food safety and nutrition for low-income urbanites: exploring a social justice dilemma in consumption policy », *Environment & Urbanization*, vol. 31, n° 2, p. 397-420.